Côté Formation

Le vendredi 30 novembre, le CIDEFE - Centre d'Information, de Documentation, d'Etude et de Formation des Elus - organisait une formation décentralisée, à Brest, sur le thème « Culture et éducation populaire ». Cette formation portait l'objectif de réfléchir à une politique publique locale alliant culture et éducation populaire, à partir d'expériences concrètes, de la réalité locale.

La culture ne peut se réduire à l'art. Elle est émancipatrice car elle permet à tous d'appréhender le monde, d'en dépasser les limites pour mieux la transformer. Elle rejoint en cela l'éducation populaire qui a pour principal objectif de répondre aux indispensables besoins de compréhension et d'émancipation des hommes, aux capacités d'agir ensemble et de transformation démocratique. L'éducation populaire s'appuie notamment sur l'art pour développer les capacités de chacun à partager, à vivre ensemble.

Plusieurs questionnements ont été abordés lors de cette journée de formation : quels sont les fondements actuels de l'éducation populaire ? Comment ces deux entités se nourrissent-elles l'une l'autre ? Quel est et quel pourrait être le rôle des élus territoriaux dans le développement de l'une et de l'autre ?

Une quarantaine de personnes ont participé à cette formation qui se tenait sur l'ensemble de la journée, au Mac Orlan. Parmi elles :

- des personnalités : Gaëlle ABILY, vice-présidente du conseil régional de Bretagne, adjointe au maire à Brest ; Florian SALAZAR-MARTIN, maire adjoint à la culture à Martigues, responsable du Collectif Culture de l'ANECR ; Guy DUMELIE, ex-président de l'Orchestre national Île-de-France ; Nelly LOPEZ, chargée de la culture à la confédération des MJC de France ;

- des acteurs locaux venus témoigner de leur expérience, à l'image de Guy ABGRALL et Pierre-Henri JUHEL, co-directeurs du Festival OUPS ;

- des élus venus de toute la France : région Bretagne, région Île-de-France, région Champagne-Ardenne, région Provence-Alpes-Côte d'Azur, région Pays de la Loire, région Auvergne.

Cette journée de formation s'est clôturée par une réception en mairie, où les élus ont été accueillis par Bernadette ABIVEN, première adjointe au Maire de Brest.

Billet d'Humeur !

On ne combat pas la misère en maintenant des millions de personnes sous le seuil de pauvreté !

Jean-Michel LE LORC'H

« Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé, le 11 décembre dernier, plusieurs mesures de lutte contre la pauvreté. Il faut se féliciter de la volonté affichée par le gouvernement de vouloir combattre ce fléau qu'est la pauvreté qui touche maintenant 1 Français sur 8. Cela marque une rupture attendue avec la droite pour qui, les plus pauvres, étaient considérés avec cruauté comme des assistés.

Reste que la volonté affichée ne sert pas à grand chose si les moyens ne sont pas aux rendez-vous. Et hélas, il est à craindre que ce soit le cas. Annoncer l'augmentation de 10 % en 5 ans, ce n'est jamais qu'un retour au montant du RMI, équivalent à un demi SMIC lors de sa création. Cela ne met pas plus de beurre dans les épinards ! Une réelle rupture aurait été de se fixer comme objectif d'augmenter le cumul des minima sociaux au dessus du seuil de pauvreté, soit 950 euros par mois. On ne combat pas la misère en maintenant des millions de personnes sous le seuil de pauvreté !

Le contrat d'insertion destiné aux jeunes non qualifiés pour bénéficier d'un RSA laisse un goût amère. Une fois encore, il est demandé plus aux jeunes pour qu'ils bénéficient de ce qu'ont, de plein droit, les plus de 25 ans. C'est regrettable et infantilisant. Les travaux annoncés sur le surendettement ou l'amélioration conséquente des aides aux familles monoparentales peuvent être positifs si le gouvernement consent à desserrer l'étreinte d'une austérité qui fait plonger le pays. Il ne sert à rien de faire des économies sur le dos de la solidarité. Plus les difficultés sociales sont traitées en amont, moins elles coûtent chères en terme de santé, d'école, ou d'emploi. La générosité rapporte plus qu'elle ne coûte ! »

Abonnement

ECHANGES & INITIATIVES :
Abonnez-vous !

Journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 € - Abonnement : 3,00 €

Nom, Prénom : ……

Adresse : ……
……

Bulletin à retourner à : Elus communistes du Pays de Brest
22 Bis rue Bruat - 29200 BREST

Rédaction, Administration, Publicité :
Groupe des Elus Communistes du Pays de Brest
22 bis rue Bruat - 29200 BREST
Tél : 02.98.43.05.41 - Fax : 02.98.44.38.84
E-Mail : elus-communistes@org-brest.fr
Directeur de la Publication :
Maxime PAUL
IMPRIMERIE - SERIGRAPHIE CERID
31 rue Frédéric Chopin - BP 52532 - 29225 BREST CEDEX 2
Périodicité : journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 €
Abonnement : 3,00 €

NOVEMBRE / DECEMBRE 2012
Numéro 76

Echanges & Initiatives

Journal d'information édité par les élus communistes du Pays de Brest
N° C.P.P.A.P : 1215 P 11338 - N° I.S.S.N : 1297-790X

Inauguration, le Samedi 10 novembre 2012, du jardin public Louis Le Roux, à Recouvrance, honorant ainsi la mémoire d'une figure emblématique du PCF dans la région brestoise pendant 20 ans.

Dispensé de timbrage
BREST CTC
Echanges & Initiatives
22 bis rue Bruat
29200 - BREST
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE
DEPOSÉE LE 20/12/2012

Sommaire

Page 1 :
- Photos : Inauguration du jardin Louis LE ROUX
- Edito : Claude BELLEC

Pages 2 - 3 :
- Dossier : Culture et éducation populaire

Page 4 :
- Côté Formation des élus
- Billet d'Humeur : Jean-Michel LE LORC'H

Edito

Claude BELLEC

Conseillère municipale

Conseillère communautaire

La déception est de mise face à la lecture de l'avant-projet de loi de décentralisation et de réforme de l'action publique.

Alors que nous aurions pu nous attendre à voir les mots « démocratie », « citoyenneté », « coopération », « projets partagés », « proximité », être au cœur de cette loi, nous nous retrouvons face à un projet à tendance bureaucratique et anti-démocratique ...

Alors que nous aurions pu nous attendre, avant toute nouvelle loi, à l'abrogation préalable de la précédente loi Sarkozy sur la décentralisation, il n'en est rien. On ne fait que la retravailler, en modifiant certains articles …

Alors que la profonde crise de la politique et de la démocratie représentative nécessiterait plus que jamais de faire vivre la participation et la consultation citoyenne à tous les niveaux des institutions, rien en ce domaine …

Pourtant il y a en France et à l'étranger des expériences pertinentes que l'on pourrait généraliser. Or, on se méfie du peuple, de l'immense majorité des élus, et aussi des syndicats. Une loi de décentralisation, digne de ce nom et citoyenne, mérite plus que ce qui nous est proposé dans cet avant-projet.

Nous espérons que les parlementaires auront à cœur de l'amender profondément et de demander l'organisation d'un vrai débat citoyen dans les territoires. Car la décentralisation et l'organisation institutionnelle concernent en premier lieu les citoyens. C'est de leur vie dont il s'agit. Ce devrait donc être à eux de se prononcer sur ce qu'ils souhaitent.

Nous ne pouvons que lancer un appel aux élus, aux militants des partis politiques, aux syndicalistes, au monde associatif et aux citoyens pour qu'ils s'emparent de cette question et pèsent dans le débat afin que ce nouvel acte de la décentralisation réponde aux intérêts des territoires et des populations.

Dossier : culture et éducation populaire

Le 1er décembre dernier, une rencontre « grand public », à l'initiative des élus communistes et du CIDEFE, en partenariat avec le Collectif national Paroles Partagées et la Ville de Brest, s'est tenue sur le thème « culture et éducation populaire ». Près d'une centaine de personnes ont répondu à l'invitation, dans une très large diversité : responsables d'équipements culturels, d'associations de quartier, bénévoles dans les associations, citoyens engagés, responsables de diverses fédérations d'éducation populaire, élus - majoritairement à la culture - venus de toute la France.

Cette matinée, qui se déroulait au Fourneau avec leur amicale et originale complicité, s'est déclinée en trois temps : un temps de « fabrication » marqué par l'originalité d'une contribution collective ; un temps de lecture du travail produit mis en scène par des comédiens ; un temps de confrontation avec des personnalités : Gaëlle ABILY, vice-présidente du conseil régional de Bretagne, adjointe au maire à Brest ; Jean-Michel LE BOULANGER, vice-président à la culture du conseil régional de Bretagne ; Jean-Pierre CHRETIEN, enseignant chercheur au CNAM, membre du collectif national Paroles Partagées ; Florian SALAZAR-MARTIN, responsable du Collectif national Culture de l'ANECR, adjoint au maire à la culture à Martigues ; Nelly LOPEZ, chargée de la culture à la Confédération des MJC de France. A souligner également, la participation à cette rencontre de Solange CREIGNOU, conseillère générale à la culture du Finistère, et la présence de François CUILLANDRE, Maire de Brest, lors de la clôture des travaux. Jack RALITE, à qui nous souhaitons un très bon rétablissement, n'a pu être des nôtres mais nous a accompagné en pensée tout au long de cette matinée.

La démarche

Gaëlle ABILY : « Cette matinée s'inscrit dans une démarche nationale portée par un collectif d'élus et de nombreuses personnalités, engagés dans une réflexion de définition de la politique culturelle. Pour prolonger ces réflexions et propositions, pour les mettre en débat et les confronter, nous avons souhaité organiser des temps de débats dans différentes régions, et Brest initie le mouvement en accueillant ce premier temps d'échange public, de rencontre citoyenne. Ici, nous ne partons pas de rien, puisqu'en début de ce mandat, nous avons débattu des orientations de la politique culturelle brestoise dans une forme également de co-construction.

Le choix de la thématique de cette matinée n'est évidemment pas dû au hasard. Si aujourd'hui plusieurs travaux sortent sur ce thème de l'éducation populaire et du lien à réinventer entre la culture et l'éducation populaire, c'est bien que la période est d'abord à l'interrogation. Quel sens la démarche d'éducation populaire porte-t-elle encore ? Peut-elle être une réponse à la crise qui nous envahit ? Et quel est le rôle des acteurs culturels dans tout cela ? La scission entre les politiques culturelles et celles d'éducation populaire est-elle toujours d'actualité ?

Dans une société où les critères dominants sont encore aujourd'hui ceux du marché, ceux de la domination des uns sur les autres, qui produit une société qui tend de plus en plus vers l'individualisme, l'éducation populaire est une démarche qui reste émancipatrice. C'est une démarche aussi qui veut mettre en mouvement les gens par la parole, l'éducation, par un certain nombre d'actes très concrets. Nous avons à Brest, une richesse qui n'existe peut-être plus ailleurs, dans des villes en tous les cas de taille comparable : c'est notre réseau d'éducation populaire, des 23 structures d'éducation populaire et de tous ceux qui en font sans forcément le dire. Si on est favorable à l'épanouissement de tous, de chacun, il n'a de sens que dans une mise en commun, dans un travail collectif et c'est l'objectif de cette matinée : vous inviter à vous exprimer, à dire les choses, en vous inscrivant dans une écriture collective. »

Florian SALAZAR-MARTIN : « Ce qui nous réunit, c'est de penser que la culture est un élément non seulement fédérateur mais aussi un outil qui donne du sens à nos vies. On ne peut aujourd'hui imaginer construire un projet sans parler de ces vies multiples, de ce que nous sommes. Pour nous qui travaillons sur les questions « qu'est-ce que la culture pourrait bien apporter à ce monde, en quoi peut-elle être un élément fondateur des politiques publiques ? », nous nous posons la question : « Comment est-ce qu'on fait, comment passer d'une ambition à une pratique ? ». Et cette pratique, elle ne peut pas s'exonérer justement du travail ensemble que nous avons vraiment la volonté de conduire avec la diversité d'approche qui convient.

Le travail national du collectif doit vraiment être en réseau avec toute une série d'actions. Il faut créer le projet ensemble et le faire vivre, surtout à partir d'expériences locales. Dans cette phase de co-construction, nous essayons d'être inventif, créatif puisque la culture, c'est la remise en cause, comme l'art, de formes de pensées préexistantes. Il nous faut sortir de ces modèles. Personne ici n'a de réponse toute faite. Les réponses, nous essayons de les construire, au fur et à mesure et cette 1ère occasion de rencontre, ici, peut être construite dans un prolongement qu'il nous appartient de travailler ensemble. »

Groupe Léo LAGRANGE

Groupe Christiane FAURE

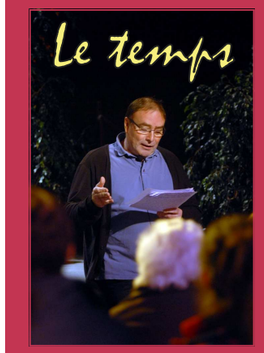
Le temps de contribution

La volonté politique poursuivie lors de cette matinée était de créer des lieux de construction commune, en favorisant la participation du plus grand nombre, sans exclusive. Certains sont à l'aise à l'oral, d'autres à l'écrit, d'autres n'osent prendre la parole devant une assemblée nombreuse. Il semblait donc intéressant que la forme proposée puisse permettre la prise de parole par l'écriture. L'enjeu étant, surtout dans la période, de prendre la parole. Et de la donner, ce qui était l'objet de cette matinée. Certes, cette proposition de forme originale d'échange pouvait être déroutante par sa forme, mais n'est-ce pas là, le rôle des politiques, le propre de la culture que d'interroger, de bousculer, de déranger ?

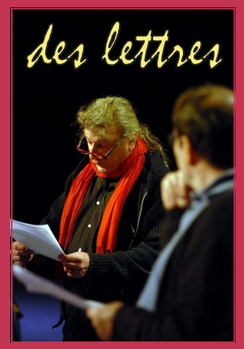
Dès 9h00, l'embarquement a commencé, au fur et à mesure de l'arrivée des participants, vers des lieux de travail insolites sur le port. Chaque groupe, porteur du nom d'un acteur ayant marqué l'éducation populaire, a été piloté par un animateur. Au total, 7 groupes d'environ 10 personnes ont été constitués.

Chaque « contributeur », à partir d'un questionnement posé sur la thématique « culture et éducation populaire » a commencé une lettre adressée au Président de la République, puis l'a passée à son voisin contributeur pour que celui-ci la poursuive, et ainsi de suite … Au terme de ce temps de production, chaque groupe a rédigé collectivement une dizaine de lettres environ.

Le temps de lecture des lettres



Dès le retour des « contributeurs » dans la grande Halle du Fourneau, les comédiens, Guy ABGRALL et Pierre-Henri JUHEL, ont lu des extraits des lettres produites. Au total, ce sont 62 lettres qui ont été écrites à plusieurs mains.

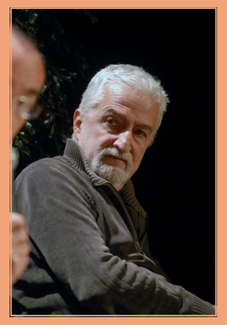


Le temps de confrontation

Jean-Michel LE BOULANGER : « Sur le plan politique, sur le plan des idées, tout ce que j'ai pu entendre ce matin a participé ou participe à la constitution d'une politique publique que l'on veut ambitieuse à l'échelle de la région Bretagne. Je refuse la tyrannie des chiffres parce que, en matière d'évaluation de politique culturelle, le chiffre n'est qu'un élément malheureusement dans les logiques mercantiles et consuméristes qui sont les nôtres aujourd'hui, et bien souvent imposées. Le budget de la culture de la région Bretagne est malheureusement un des seuls budgets en France, aujourd'hui, qui a continué à augmenter de manière dynamique : 2010, 2011, 2012, 2013 bientôt et ce budget continuera à augmenter de manière dynamique. Ce n'est malheureusement pas partout le cas. Je sais qu'il y a des contraintes, mais il y a aussi des combats à mener. Et ça, il faut le dire. Il y a des combats à mener qui me semblent devoir s'argumenter autour de deux grands axes qui apparaissent en filigrane dans l'ensemble des propos qui ont été prononcés dans ces lettres.

Le premier grand axe, c'est effectivement qu'il faut combattre ce divertissement généralisé qui nous est proposé par les grands canaux médiatisés, de cette information mondialisée qui arrive dans tous nos salons. Au nom des politiques culturelles publiques, il faut dire que face à ce divertissement à l'état gazeux, il faut aider la création, les artistes, maintenant, tout particulièrement, parce que nous sommes en situation de grande crise qui est une grande mutation civilisationnelle. Il faut soutenir l'acte de la création, le sens et le sensible. Sinon, nous prenons le risque de la « sensure », la privation du sens et tout nous conduit dans la marchandisation du monde à nous considérer comme des consommateurs. C'est le premier point, la nécessité d'affirmer, nous qui sommes élus, les nécessités de la création et du geste artistique.

Mais il y a autre chose, vu qu'il y a l'éducation populaire, c'est l'accès à l'art, à l'œuvre, à la culture. N'oublions pas que chacun est porteur d'art, d'œuvre, de culture. Parce que si l'on se contente d'œuvrer pour la démocratisation culturelle, on continuera à œuvrer dans une logique verticale. C'est nécessaire parce que les grandes œuvres nous nourrissent et nourrissent notre émancipation, mais ce n'est pas suffisant. Au-delà de la démocratisation culturelle, il y a ce grand et formidable combat pour la démocratie culturelle. Le drame de notre histoire, de nos institutions, c'est que nous avons construit des hiérarchies entre des formes de cultures. C'est le 2ème grand axe des politiques publiques que nous développons au sein de la région Bretagne : égale dignité des formes de cultures. Les cultures populaires comme les cultures savantes. Refusons les hiérarchies qui nous ont été imposées depuis un siècle et demi. »



Nelly LOPEZ : « Les associations ont un rôle en France, une obligation même dans leur légitimité : celle d'initier des choses nouvelles et de les expérimenter. Sinon cela ne sert à rien. Et nous sommes là aussi pour contribuer, pour transmettre, pour remettre en cause des modalités de contribution, de transmission, et aussi pour les questionner. A travers toutes les lettres entendues ce matin, la question posée est de sortir d'une logique de l'offre. Il faut reconnaître, nous tous, pas seulement le Président de la République, la légitimité de la parole de chacun, y compris celle des experts. Chacun a sa propre légitimité. »

Jean-Pierre CHRETIEN : « Ces expériences démocratiques, il faut les renouveler sous toutes les formes possibles, pas seulement dans le domaine culturel. Cette idée de la continuité du travail qui a été fait à Brest est très importante pour que ce que vous avez fait ait du sens. Cela aura encore plus de sens si d'autres le font ailleurs, dans d'autres villes ou d'autres endroits. Cela aura encore plus de sens, si tous ces documents peuvent être rendus disponibles dans un geste public. Nous sommes dans l'espace public. Nous devons contribuer à l'espace public. Nous devons capitaliser les choses que nous disons et faisons dans l'espace public. C'est de notre responsabilité et c'est là que la responsabilité des politiques est engagée. C'est à eux de nous aider à faire ce geste de rendre ces choses dans l'espace public. »

Les suites à donner

Gaëlle ABILY a clôturé cette matinée en apportant quelques pistes de réflexion à la question soulevée, à plusieurs reprises lors de cette rencontre, concernant les suites à donner à ces travaux. Pour la suite - parce qu'il faut qu'il y ait une suite - et parce qu'il s'agit bien d'une démarche pour laquelle il faut se donner le temps d'élaborer ensemble, l'idée est que toutes ces contributions écrites se retrouvent dans un document destiné à être publié, sous une forme qu'il reste à déterminer. Pour cela, le collectif local brestois réunissant des militants, amis, membres de la culture engagés, mis en place pour monter cette initiative, va poursuivre la réflexion, en s'élargissant, sur les suites à donner à ce matériau qui servira également dans la déclinaison de la politique locale. La démarche en elle-même reste encore sujet de nombreux débats, l'idée étant de continuer à se confronter, à regarder concrètement vers l'avenir.